

L'expert, comptable du bonheur

Jean-Marie Harribey

16 décembre 2010

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2010/12/16/l-expert-comptable-du-bonheur>

Pour donner une suite au rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (septembre 2009) dont l'importance avait été saluée quasi unanimement, sauf par quelques grincheux de mon espèce, il fallait au moins le travail conjoint de deux institutions éminentes comme le Conseil d'analyse économique français (CAE) et le Conseil allemand des experts en économie (GCEE, German Council of Economic Experts). Ces deux organismes viennent de rendre public un rapport « Évaluer la performance économique, le bien-être et la soutenabilité » (décembre 2010) <http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/095.pdf>.

La référence à la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi est explicite, jusqu'à reprendre presque mot pour mot l'appellation officielle de celle-ci « Commission pour la mesure des performances économiques et du progrès social ».

La copie vaut-elle plus que l'original ? J'avais ici même exprimé les plus grandes réserves au sujet du rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi. <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/stiglitz.pdf>. Le rapport des deux Conseils français et allemand accentue les pires travers du précédent. Il ne faut en effet pas s'attarder sur les affirmations lénifiantes concernant la nécessité de bien mesurer le bien-être, dans toutes ses nombreuses dimensions, au-delà d'un PIB restreignant la richesse à son seul aspect économique, voire marchand. Il faut d'emblée aller voir les conceptions méthodologiques sous-jacentes à la prétendue révolution des indicateurs de richesse et de bien-être. Elles sont révélatrices de choix normatifs inavoués et d'options théoriques ayant montré mille fois leur vacuité.

Ce constat est d'autant plus navrant que les experts des deux institutions bénéficiaient, si l'on peut dire, du constat d'une crise mondiale dont on perçoit maintenant l'ampleur et les conséquences qui n'étaient encore que supposées il y a deux ans lorsque la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi travaillait.

L'économie est naturelle

Ainsi, le rapport du CAE et du GCEE commence par donner le ton : « Bien qu'il soit tentant d'oublier pendant les phases de croissance soutenue que les économies de marché comportent des fluctuations de l'activité, la crise nous a rappelé que les récessions économiques, et peut-être même les dépressions, *sont constitutives de la vie, dans l'histoire ancienne aussi bien que depuis l'avènement de l'ère moderne.* » (p. 11, souligné par moi). La crise est donc diagnostiquée comme relevant d'un ordre naturel, éternel, sans doute fruit de la fatalité. Aucune différence n'est marquée entre la pénurie qui revenait régulièrement dans les sociétés précapitalistes et les crises de surproduction et de suraccumulation dans les sociétés modernes. Ne cherchons pas les mots de capitalisme, surproduction, suraccumulation, le rapport de 230 pages ne les connaît pas. Un tel rapport sur les indicateurs ignore l'indicateur phare de taux de profit ou taux de rentabilité du capital. On comprend les experts, ce serait sans doute sortir de la *nature des choses de la société* : « Il y a lieu de souligner que le monde naturel de l'économie est le mécanisme du marché qui consiste à attribuer des prix aux biens et services. » (p. 21). Ce n'est plus la main invisible, cela va au-delà : il n'y a même plus de main, c'est la nature, un peu comme la fonction chlorophyllienne donne la couleur verte aux feuilles des arbres.

Les tortures mentales sur le bien-être et la qualité de la vie

Après ce départ tonitruant sur la « nature » des choses économiques, nos experts poursuivent : « Conjugué à l'hypothèse selon laquelle les prix de marché traduisent l'utilité que les consommateurs trouvent à un bien ou à un service donné, cela permet d'agréger dans le produit national brut (PNB) des unités de biens et heures de types de services différents afin de donner un indicateur de la performance économique et du bien-être. » (p. 21). Attention, ici commence le tour de passe-passe. Les prix traduisent l'utilité, mais eux-mêmes expriment les préférences des individus, elles-mêmes (attention, attention...) fonction de l'utilité retirée ou espérée. Cercle vicieux du raisonnement, qui termine en apothéose : « Les *préférences individuelles* sont au centre du raisonnement économique. Malheureusement, celles-ci n'étant pas directement observables, la mesure empirique de cet aspect central n'est pas chose aisée. Les chercheurs peuvent en principe s'appuyer sur l'une des deux approches fondamentales : les réponses à des *enquêtes* ou la *révélation implicite* des préférences à partir d'actions. Les sciences économiques empiriques traditionnelles privilégient manifestement la méthode fondée sur la révélation des préférences, partant du principe qu'il est relativement réaliste de chercher à capter des *classements de préférences* à partir de la variabilité des choix faits entre différents ensembles de biens. Cependant, l'espoir de parvenir à capter le *niveau d'utilité* associé à un ensemble prédéfini de biens sans hypothèses d'identification strictes est mince. Pour déterminer ce niveau d'utilité ou mesurer l'appréciation d'aspects de la vie non échangés sur les marchés, il faut s'appuyer principalement sur les résultats d'enquêtes. » (p. 93).

Il n'y a pas dans cet imbroglio aux accents religieux (la « révélation ») un simple effet théorique, il y a des effets pratiques importants qui avaient déjà été signalés à propos du rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi. L'un des problèmes auxquels prétendent s'attaquer tous les experts convoqués au chevet des indicateurs est celui de la mesure de la production non marchande, que ce soit celle effectuée dans le cadre des administrations publiques (confondues avec le secteur public, p. 26) ou celle du cadre domestique (cette dernière étant du domaine non marchand et non monétaire, distinction jamais reconnue par les rapports). La nouvelle doxa consiste à regretter que « les services non marchands relevant de l'éducation et de la santé » (p. 59) soient comptabilisés à partir des coûts de production (les salaires pour la production nette), c'est-à-dire les *inputs* et non pas les *outputs* en termes de service rendu et de qualité de ce service. « Le recours à la mesure des *outputs* qui prend en compte le nombre de patients soignés ou le nombre d'étudiants formés a un *effet substantiel* sur le *PIB publié*. Selon l'INSEE, si l'on utilise la méthode des *outputs* pour calculer le volume de services non marchands dans la santé et l'éducation, l'économie française enregistre une croissance moyenne de 2 % par an entre 2000 et 2006 contre 2,15 % si l'on se fonde sur la méthode des *inputs*. » (p. 59).

Les experts du CAE et du GCEE sont sûrs d'eux-mêmes : « Traditionnellement, la production de services non marchands fournis par les pouvoirs publics est exprimée en *valeur nominale* et agrège les dépenses engagées pour assurer la prestation : main d'oeuvre, consommations intermédiaires, consommation de capital fixe, et impôts liés à la production des services. Pourtant, pour pouvoir interpréter leur montant du point de vue du niveau de vie, il faudrait partir du principe que les coûts correspondent à l'*appréciation* du service par ses destinataires. Mais comment être sûr que c'est le cas puisqu'aucune transaction commerciale n'a lieu ? Voilà un casse-tête intellectuel que la recherche statistique est pourtant parvenue à démêler récemment avec un certain brio. » Quel est ce soi-disant brio ? Il est de postuler que les consommateurs égalisent leurs utilités marginales relatives avec les prix relatifs, lesquels, si on est concurrence parfaite, rejoignent les coûts marginaux. Deux hypothèses impossibles à réunir : les utilités ne se mesurent pas, au mieux elles peuvent être interprétées *après*

l'échange et non pas *déterminer* celui-ci ; quant à la concurrence parfaite qui fait disparaître le profit, inutile d'insister...

Le trou noir de la science économique officielle

D'où vient cette lubie subite de vouloir mesurer la qualité de la production de services ? A-t-on jamais entendu un expert ès bien-être prôner de mesurer la qualité du service rendu par le bien automobile pour l'intégrer dans le PIB ? Mesure t-on la variation du nombre de kilomètres que peut parcourir un moteur ou le nombre de kilomètres d'un train de pneus ou la quantité de pluie que le caoutchouc d'un essuie-glace est capable de balayer avant de couiner sur le pare-brise ? Non, le PIB intègre le coût de production de la bagnole majoré du taux de marge. Ah, tiens ! Ce qui gêne nos experts dans l'évaluation traditionnelle des services non marchands tiendrait-il au fait qu'on ne compte que les salaires puisqu'il n'y a pas de profit ? L'impensé du profit viendrait-il à la surface, tel un inconscient longtemps refoulé ?

En définitive, on en revient toujours à la principale pierre d'achoppement de toute la théorie économique. À force de vouloir, envers et contre toute logique, fonder la valeur économique sur l'utilité, en refusant donc d'établir une séparation nette entre ce qui relève de l'usage et la valeur économique, les experts nourris à la mamelle néoclassique se perdent en contorsions intellectuelles pour surmonter une difficulté qui ne tient qu'à leur pré-supposé totalement et définitivement erroné. On me pardonnera ici de renvoyer à l'un des textes expliquant en détail cette difficulté, par exemple « La richesse au-delà de la valeur » <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/riche-esse-valeur.pdf>.

Malheureusement, les critiques pour la plupart justifiées du PIB et celles du rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi sont souvent à deux doigts de tomber dans le même travers, quand elles n'y succombent pas carrément. Aussi, il convient d'arrêter de se lamenter parce que le PIB n'intègre pas la valeur des services domestiques (un tiers du PIB français et allemand selon nos experts, p. 51) ou le temps de loisir (80 % de PIB en plus selon la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi), ou encore « les transactions comme le trafic illégal des stupéfiants [qui] ne sont pas comptabilisées, ce qui débouche sur un PIB sous-évalué » (p. 52), autant de regrets qui attestent que, *in fine*, on voudrait toujours ramener toute forme de vie à un quantum de monnaie : la vie réduite à l'économie.

On ne sera donc pas étonné de lire dans le rapport du CAE et du GCEE des choses presque risibles. Ainsi, la croissance économique est jugée non seulement indispensable mais un taux de croissance faible est refusé (p. 12). « La croissance économique est indispensable à la baisse du chômage » (p. 11). Les rapports entre l'emploi, la croissance, la productivité et la durée du travail ne font pas partie du cadre de pensée des experts. La croissance doit être « "intelligente" (économie fondée sur la connaissance et l'innovation), "durable" (économie plus verte, plus compétitive et qui utilise plus efficacement les ressources) et "inclusive" (économie à fort taux d'emploi permettant la cohésion économique, sociale et territoriale) » (p. 17). On se demande bien pourquoi la croissance capitaliste est sotte, polluante et excluante.

La soutenabilité escamotée

La principale raison pour laquelle on se penche aujourd'hui sur la question de la conception de la richesse est sans doute que les modes de production et de consommation sont devenus insoutenables à l'échelle planétaire, les pays riches en portant une responsabilité écrasante. Donc, la prise en compte de la soutenabilité des modes de vie est devenue une impérieuse nécessité pour des raisons à la fois de justice sociale et d'équilibre écologique à long terme. L'an dernier, la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi avait certes fini par se ranger derrière la conception faible de la soutenabilité, c'est-à-dire celle qui postule que tous les facteurs de production sont substituables entre eux, dès l'instant qu'on peut ramener toutes les ressources à des sortes de capital : capital humain, capital social, capital naturel, tout cela,

grâce à la magie de la conversion monétaire, réductible en capital économique. Mais, au moins, la Commission avait-elle reconnu que cette hypothèse de substituabilité était discutable et avait fait état de l'hypothèse contraire de complémentarité définissant la soutenabilité forte.

Le CAE et le GCEE passent totalement sous silence cette alternative, ne laissant jamais transparaître l'hypothèse de substituabilité sous-jacente. Il n'y a plus de travail, il n'y a que du « capital humain » (p. 145). Et, à propos de la biodiversité, nos experts écrivent doctement : « Du fait de son importance, un *indicateur de la biodiversité* doit être ajouté à notre tableau de bord. Malheureusement, tous les indicateurs existants ont été développés en dehors du domaine de l'économie. Il est donc difficile d'évaluer s'ils rendent compte entièrement d'éventuels arbitrages en termes de bien-être au sein d'une génération ou entre plusieurs générations. Puisque nous ne sommes pas en mesure de déterminer un indicateur explicite capturant entièrement la dimension économique de la biodiversité, nous avons décidé d'inclure dans notre tableau de bord un indice d'abondance des oiseaux communs. » (p. 200). On compatit au désespoir de ces experts de ne pas disposer de convertisseurs permettant de transformer quelques millions d'oiseaux en quelques milliers de dollars.

À propos des ressources naturelles, le rapport affirme péremptoirement : « Le point de départ de notre recherche d'un indicateur de la soutenabilité des ressources non renouvelables est une idée fondamentale en économie : sans *défaillances du marché*, la répartition résultant de l'interaction entre l'offre et la demande produit des *résultats efficaces*. Dans le cas des ressources non renouvelables, un schéma d'extraction efficace du point de vue intertemporel suit la règle de Hotelling : le taux d'augmentation du prix d'une ressource donnée doit être égal au taux d'intérêt réel. On peut facilement expliquer l'intuition derrière ce résultat. Le produit de l'extraction d'une certaine quantité d'une ressource spécifique peut être investi sur les marchés des capitaux à un taux d'intérêt donné. Laisser cette ressource sur place, en revanche, implique que la valeur du stock de cette ressource doit augmenter dans la même proportion, ce qui suppose à son tour que le prix de chaque unité du stock doit augmenter en conséquence. L'arbitrage garantit que la hausse du prix en cas de non-extraction est égale au taux d'intérêt comme mesure du rendement en cas d'extraction. Sur la base de ces réflexions, les *prix* de ressources non renouvelables sont un signal direct des problèmes de soutenabilité naissants. » (p. 185-186. Ah ! Comme le monde serait beau s'il n'y avait pas ces sacrées « externalités » (p. 193) ! Un monde régulé par les seuls prix de marché ! Surtout les prix fixés sur les marchés financiers, les plus parfaits qui soient comme chacun sait et comme la crise l'a amplement démontré.

Pour essayer de sauver du naufrage cet ensemble théorique et méthodologique navrant, il ne reste plus que la langue de bois : « Cela ne fait aucun doute, la crise financière mondiale qui a éclaté en 2007 est la conséquence d'évolutions économiques insoutenables. » (p. 143). Un discours au service de ceux qui nous gouvernent : « Comme l'a souligné la Commission européenne, "la cohésion économique et sociale est un objectif primordial de l'Union. Le but est de réduire les disparités entre les régions et les groupes sociaux" (Commission européenne, "GDP and Beyond : Measuring Progress in a Changing World", *Communication au Conseil et au Parlement européen*, n° COM(2009) 433 final, p. 7) » (p. 26-27).

Au vu des traités européens, des directives, de la gestion de la crise par l'Union européenne, les citoyens peuvent être dubitatifs ! Sans doute, le coordinateur, du côté français, de ce rapport du CAE et du GCEE est convaincu, lui. On laissera le soin de découvrir son nom au lecteur qui comprendra.

Que l'on ne méprenne pas, ma critique ne vise pas à justifier l'inaction : nous avons

besoin d'indicateurs fiables dans le domaine social et écologique. Mais on se fourvoie si on en cherche le fondement dans la négation des catégories de base de l'économie politique, et en croyant les trouver dans la théorie néoclassique qui avance masquée, parce qu'elle peine à justifier l'idée que la société pourrait se réduire à l'espace marchand, ou que les critères de celui-ci valent pour tout l'espace social.